

Agriculture, alimentation, sécurité sanitaire, un enseignement supérieur agricole public fort pour réussir les transitions

Pour redonner de la confiance aux citoyens envers les experts de nos établissements de formation et de recherche nous nous battons pour conserver nos moyens d'excellence et pour exiger d'être entendu, reconnus, respectés et pour ne pas juste être des pions au services de politiques court termistes ou démagogiques.

RECHERCHE, FORMATION, TRANSITIONS : UN MÊME COMBAT

Nous défendons une recherche publique forte, indépendante et en lien avec les besoins de la société.

Nous défendons un enseignement supérieur agricole public capable de former les professionnelles et professionnels dont le pays a besoin, sans sacrifier la qualité des formations ni les collectifs de travail.

Nous sommes vigilants à ce que la surcharge croissante des enseignants chercheurs n'entraîne pas un moindre engagement recherche, seul vrai moteur des innovations de demain.

Nous défendons la liberté académique des établissements qui ne soient pas seulement sommés de produire plus, mais réellement soutenus pour faire mieux.

Nous ferons tout pour que nos étudiants, soient bien dans leur peau, formés à la diversité des méthodes et écoles de pensées, et avec des valeurs d'engagement et de respect.

POUR UNE SCIENCE SANS FRONTIÈRES

Nous nous opposons au désengagement de nos formations de Master et au repli sur le seul secteur de la production même s'il est essentiel.

L'agronomie n'est pas un isolat technique, c'est une discipline d'excellence en mutation constante et qui doit s'irriguer au contact des universités et centres de recherche nationaux et internationaux.

Nous défendons un modèle où l'ingénierie et la recherche collaborent pour répondre aux crises actuelles, sans céder aux injonctions de court terme qui appauvrissent nos métiers.

FORMER PLUS ET MIEUX DANS LE SECTEUR PUBLIC OUI, DÉGRADER LE TRAVAIL ET SIPHONNER LES MOYENS PUBLICS POUR LE PRIVÉ, NON

La loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire fixe des objectifs ambitieux. Mais la CFDT refuse que cette ambition se traduise, dans les établissements, par une nouvelle dégradation des conditions de travail.

Former davantage d'étudiantes et d'étudiants, accueillir de nouveaux publics, développer de nouvelles formations : oui. Le faire sans recrutements, sans moyens, sans temps et sans reconnaissance : non.

La souveraineté alimentaire mérite mieux qu'une extension à effectifs constants et moyens déclinants.

Nous demandons un renforcement des moyens du public en lieu et place de la promotion et de l'aide à un système privé inégalitaire.

L'HUMAIN D'ABORD : RECONNAÎTRE TOUS LES MÉTIERS POUR UN SERVICE PUBLIC FORT

La CFDT refuse d'opposer les personnels : il n'y a pas d'enseignement supérieur agricole efficace sans une reconnaissance pleine et entière des personnels administratifs et techniques.

Indispensables à la réussite des transformations en cours, les fonctions support administratives et de laboratoire ne sont pas périphériques et méritent une politique indemnitaire (RIFSEEP) plus juste, ainsi qu'un rattrapage indispensable pour les catégories B et C.

Qu'ils soient enseignants-chercheurs, personnels de service titulaires ou contractuels, nous portons pour tous une même exigence de justice sociale.

La CFDT se bat pour briser l'invisibilisation de celles et ceux qui font tenir nos établissements et pour transformer les carrières bloquées en parcours reconnus et justement rémunérés.

DES CHANTIERS ET MUTATIONS IMPORTANTS À ACCOMPAGNER (BACHELOR, APPRENTISSAGE, IA...), MAIS PAS SANS MOYENS ET SUR LE DOS DES PERSONNELS

La CFDT veillera à ce que ces réformes ne servent ni d'alibi à la surcharge ou à l'inverse au désengagement pédagogique, ni de prétexte à contourner les droits des agents sur sollicité pour ces nouvelles missions.

La CFDT refuse une numérisation qui servirait à surveiller les personnels, à standardiser les pratiques ou à justifier des suppressions de postes.

L'intelligence artificielle doit rester un outil au service du travail, de la formation et de l'appui aux missions.

Elle suppose des règles claires, de la transparence, de la formation, du temps d'appropriation et des garanties éthiques fortes.

Pour des ambitions enfin accompagnées de moyens.

Pour le respect de tous les métiers et de tous les statuts.

Pour un enseignement supérieur agricole public fort, humain et utile.

LE 16 JUIN 2026, VOTEZ CFDT !